

## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Energie : changer d'orientation

Le Conseil européen des 15 et 16 juin dernier a confirmé les orientations retenues depuis l'automne 2005 quant à la nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre une politique énergétique européenne. Il s'agit de "garantir des flux d'énergie sûrs et durables à des prix abordables", en faisant face "à la concurrence mondiale pour l'accès à des sources d'énergie de plus en plus rares".

Mais de quelle politique énergétique l'Europe a-t-elle besoin ? Jusqu'ici les enjeux énergétiques n'ont été abordés qu'au regard de la réalisation du marché intérieur et de quelques aspects relevant de la protection de l'environnement (promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique). Mais les intérêts des Etats membres de l'Union étaient différents, en fonction des ressources, des histoires, des choix nationaux.

Une politique commune est aujourd'hui nécessaire car les importations d'énergie couvriront d'ici 20 à 30 ans environ 70% des besoins de l'Union en énergie, contre 50% aujourd'hui ; la moitié environ du gaz consommé dans l'UE provient de trois pays seulement (Russie, Norvège, Algérie) ; la demande énergétique mondiale – et les émissions de CO<sub>2</sub> – augmenteront de 60 % d'ici 2030. Ces urgences amènent les Etats européens à définir et à mettre en œuvre une politique énergétique. Lorsqu'il y a volonté politique, les traités actuels le permettent.

Qu'il s'agisse d'assurer la sécurité d'approvisionnement de l'Europe à long terme, de contribuer à la lutte contre le changement climatique, d'assurer l'équilibre dynamique entre l'offre et la demande ou d'encourager les investissements de recherche-développement, l'Union européenne a besoin de politiques publiques dynamiques et dotées de réels moyens. C'est ce que reconnaît d'ailleurs le Livre vert de la Commission européenne du 8 mars dernier. Mais pour relever ces défis, la Commission privilégie la libéralisation et la concurrence présentées comme remèdes miracles.

Or les faits des derniers mois montrent que la libéralisation ne suffit pas, voire est contre-productive : dix ans après la première directive de libéralisation, les investissements stagnent, les prix augmentent, les grands opérateurs sont davantage mobilisés par des opérations de fusion-acquisition que par la réponse aux besoins sociaux.

Il faut donc changer l'orientation de la politique européenne, afin, comme l'a proposé le séminaire organisé par le CELSIG à Bruxelles en juin 2005 (voir sur [www.celsig.org](http://www.celsig.org)), de définir des modalités du marché intérieur de l'électricité et du gaz qui tiennent compte des spécificités de ces services et qui permettent de garantir l'accès de chacun, d'assurer la cohésion économique, sociale et territoriale de l'Union et de mettre en œuvre un développement durable. Cela implique de réexaminer à la lumière de ces objectifs les orientations retenues jusqu'ici, y compris de s'interroger sur l'efficacité de l'ouverture complète à la concurrence dans un an.

P. Bauby, J.C. Boual, K. Varin

### Energy: change of orientation

The European Council held on 15<sup>th</sup> and 16<sup>th</sup> June, confirmed orientations espoused since autumn 2005 as regards the need to work out and implement a European energy policy. It is a question "of guaranteeing secure and lasting energy flows at affordable prices", by confronting "global competition for access to increasingly rare sources of energy".

However, which energy policy does Europe need? Up till now the energy stakes have been approached only in the light of the setting up of the internal market and some aspects concerning the protection of the environment (promotion of renewable energy types and energy efficiency). But on these issues the interests of Member States of the Union were different, depending on national resources, histories and choices.

A common policy is today necessary for, energy imports in 20 to 30 years from now will account for approximately 70% of the needs the Union in energy, against 50% today; about half of the gas consumed in the EU comes from three countries only (Russia, Norway and Algeria); the world energy requirement -and CO<sub>2</sub> emissions- will go up by 60% by 2030. These urgent scenarios prompt European States to lay down and implement appropriate energy policy. Where there is the political will, the current treaties allow it.

Whether it is a question of ensuring the security of long-term supply for Europe, contributing to the fight against climatic change, ensuring dynamic balance between supply and demand or encouraging research and development investments, the European Union needs public dynamic policies, to which appropriate and sufficient means are allocated. Besides, this is what the Green Paper of the European Commission, dated 8<sup>th</sup> March, acknowledges. However, in order to take up these challenges, the Commission privileges liberalisation and competition which it considers as miracle solutions.

Yet, events over the last few months show that liberalisation is not enough, can even be counter-productive in some cases: ten years after the first liberalisation directive, investments are stagnating, prices are going up, big operators are more occupied by fusion-acquisition operations than by responses to social needs.

It is therefore necessary to change the orientation of the European policy so as to, as proposed by the seminar organised by CELSIG in Brussels in June 2005 (see at [www.celsig.org](http://www.celsig.org)), define conditions for the internal market of electricity and gas, which take into account specificities of these services and guarantee access for everyone, ensure economic, social and territorial cohesion of the Union and establish a sustainable development. This implies re-examining, in the light of these objectives, the orientations followed up to now, including questioning the effectiveness of the complete opening to competition within a year.

P. Bauby, J.C. Boual, K. Varin

.../...

## Conseil européen

Des conclusions prudentes du Conseil européen des 15 et 16 juin derniers, on retiendra, notamment que ♦ il demande que l'agence des droits fondamentaux de l'UE soit opérationnelle dès le 1er janvier 2007 (11) ♦ il adopte [...] une nouvelle stratégie de l'UE, "ambitieuse et globale", en faveur du développement durable (SDD) fondée sur un document du Conseil 10117/06 sur lequel nous reviendrons dans un prochain numéro ♦ il recommande l'adoption rapide de la directive-cadre sur les services (21) ♦ "invite la Commission à un rapport intérimaire [des réalités sociales de l'UE] avant la réunion du Conseil de mars 2007 (21) ♦ il aborde succinctement la question de la politique énergétique et rappelle sa position lors du Conseil précédent de mars 2006 (voir bulletin 192) ♦ sur la question de la ratification du traité constitutionnel, il propose "d'adopter une démarche double", d'une part "tirer le meilleur parti des possibilités offertes par les traités existants" (46), d'autre part, présenter "au cours du premier semestre de 2007, un rapport se fondant sur des consultations approfondies avec les Etats membres" (47) dont l'examen "servira de base aux décisions ultérieures concernant la manière de poursuivre le processus de réforme [...] étant entendu que les mesures nécessaires à cet effet auront été prises au plus tard au deuxième semestre de 2008" (48).

## Transports

♦ **Conseil transports** du 9 juin dernier. On retiendra notamment :

- **OSP** : le Conseil est parvenu à un accord politique sur la proposition révisée de règlement relatif aux obligations de service public dans le transport de passagers par rail, route et voie navigable. Par cet accord, le Conseil a décidé d'élargir l'exception permettant aux autorités compétentes de passer des contrats sans appel d'offres en ce qui concerne "tout le rail lourd, y compris le chemin de fer (sub)urbain", ainsi que le "transport public de passagers par voie navigable" à des entreprises petites et moyennes sous un seuil annuel de 1,7 millions d'euros ou 500 000 km de services de transport passagers. En contrepartie, les autorités compétentes sont tenues à des mesures de transparence (informer de leurs décisions et de leurs motivations) et les contrats sont limités à dix ans (au lieu de 15); En outre, les autorités compétentes peuvent refuser à un opérateur de participer à un appel d'offres si celui-ci a par ailleurs des contrats qui n'ont pas été accordés conformément aux règles de la concurrence. Enfin, le règlement entrera en vigueur trois ans après sa publication suivis d'une période d'adaptation de douze ans. Le texte doit aller au Parlement européen en deuxième lecture avant son approbation définitive (lire aussi bulletins 180, 169, 99, 91, 80).

- **Voies navigables** : le Conseil invite la Commission, les Etats membres et le secteur à développer le potentiel du transport par voies navigables, notamment sur la base de la communication "Naiades : un programme européen d'action intégré". Il demande, notamment, à la Commission de lui faire des propositions pour un fonds européen d'innovation pour le transport par voie navigables, d'élaborer des orientations sur les aides d'Etat, d'envisager la désignation d'un coordonnateur européen chargé de faciliter la mise en oeuvre des projets prioritaires de réseaux transeuropéens de transport relatifs aux axes fluviaux Rhin-Danube et Seine-Escaut.

- **"Ciel unique européen"** : le Conseil a dégagé une orientation générale sur la proposition de règlement visant à établir un entreprise commune en charge de développer, entre 2008 et 2013, le système européen de gestion du trafic aérien ou SESAR. Comme Galileo, l'entreprise SESAR sera créée sur le mode du partenariat public privé entre l'Union, Eurocontrol, et le secteur, son coût annuel de fonctionnement (300 millions d'euros) étant partagé entre les trois. SESAR pourra accueillir des pays partenaires et la phase de déploiement (2014-2020) devrait être assumée en grande partie par le secteur privé. ....

## The European Council.

From the cautious conclusions of the European Council of 15<sup>th</sup> and 16<sup>th</sup> June one notes, in particular, that ♦ it calls for the fundamental rights agency of the EU to become operational from January 1<sup>st</sup>, 2007 (11) ♦ it adopts [...] a new strategy for the EU, "ambitious and global", in favour of the sustainable development (SDS) based on a Council's paper n° 10117/06 to which we shall come back in a forthcoming bulletin ♦ it recommends a quick adoption of the framework directive on services (21) ♦ "calls the Commission to publish an interim report [of social realities of the EU] before the Council's meeting of March 2007 (21) ♦ it briefly tackles the question of energy policy and recalls its position during the preceding Council of March 2006 (see bulletin 192) ♦ on the issue of the ratification of the constitutional treaty, it proposes "to adopt a twofold procedure", on the one hand "to draw the best from the possibilities offered by the existing treaties" (46), on the other hand, to present "during the first half of the year 2007, a report based on profound consultations with Member States" (47) of which the examination "will be used as a basis for future decisions on how to carry on with the process of reform [...] given that that necessary measures to this end will have already been taken by, at the latest, the second half of the year 2008" (48).

## Transports.

♦ **The transports Council** of 9<sup>th</sup> June. Important points are:

- **PSO**: the Council managed to reach a political agreement for the revised regulation proposal on public service obligations in passenger transport by rail, road and inland waterways. Through this agreement, the Council decided to extend the exemption enabling competent authorities to award contracts without invitations to tender, as regards "all heavy rail, including the (sub)urban railway", as well as "passenger public transport by inland waterways" to small and medium-sized undertakings below the annual threshold of 1,7 million euros or 500.000 km of passenger transport services. In return, competent authorities are bound by transparency measures (to inform of their decisions and their motives) and the contracts are limited to ten years (instead of 15); Further, competent authorities can stop an operator from taking part in a call to tender if the operator in question is running other contracts which were not granted in accordance with the rules of competition. Lastly, the regulation will come into effect three years after its publication followed by an adaptation period of twelve years. The text has go to the European Parliament for a second reading before its final approval (read also bulletins 180, 169, 99, 91, 80).

- **Inland waterways**: the Council calls the Commission, Member States and the transport sector to develop the potential for inland waterway transport, in particular, on the basis of the communication "Naiades: a European integrated action program". It requires the Commission to, in particular, submit proposals for a European fund for the innovation of inland waterway transport, work out orientations on State aid, consider the designation of a European coordinator responsible for facilitating the implementation of priority projects for trans-European transport networks on Rhine-Danube and the Seine-Scheldt river axes.

- **"European single Sky"**: the Council established a general orientation on the proposal for a regulation aiming at setting up a joint undertaking in charge of developing the European system of management of the air traffic or SESAR between 2008 and 2013. Just like Galileo, SESAR will be created on the basis of the public-private partnership between the Union, Eurocontrol, and the sector, its annual cost of operation (300 million euros) being shared among the three. SESAR will be able to accommodate partner countries and the deployment phase (2014-2020) should mainly be realised by the private sector. ....

- **Transport maritime** : parmi les sept propositions que compte le "paquet Erika III", le Conseil est parvenu à un accord politique sur la proposition de directive relative au suivi des navires. La proposition, qui a trait à l'établissement des lieux d'accueil pour les navires en détresse, est un sujet politiquement sensible. Le Conseil a ôté de la proposition le qualificatif "indépendante" qui était accolé à l'autorité chargée de décider de l'accueil ou non d'un navire.

- **Transport aérien** : le Conseil a définitivement adopté le règlement sur les droits des passagers à mobilité réduite qui interdit aux transporteurs et aux organisateurs de voyages de leur refuser une réservation ou l'embarquement, et les oblige à leur fournir gratuitement assistance. Les seules raisons pour refuser la réservation ou l'embarquement seront la sécurité ou la taille de l'avion.

♦ **Politique maritime** : La Commission européenne a présenté, ce 7 juin, un livre vert intitulé "Vers une politique maritime de l'Union : une vision européenne des océans et des mers" (COM(2006) 275 final). L'objectif est de créer des synergies entre les différents volets du domaine maritime : transport, industrie, énergie, pêche, environnement, etc. pour stimuler la croissance et la création d'emploi dans les régions côtières de l'Union, alors que jusqu'à présent, les différentes politiques concernées—ont évoluée de façon compartimentée. Le Livre vert comporte six grands domaines d'actions et de réflexions : le développement maritime durable, la qualité de la vie dans les régions côtières, la gestion des données maritimes, la gouvernance, la dimension internationale, le patrimoine maritime.

La consultation s'achèvera le 30 juin 2007, à la suite la Commission produira une communication formulant des propositions pour l'avenir.

[http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy\\_en.html](http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy_en.html)

---

## Energie

♦ **Conseil énergie** du 8 juin dernier : le Conseil a peu innové en adoptant ses conclusions sur le fonctionnement du marché intérieur du gaz et de l'électricité en soulignant l'importance de l'ouverture complète des marchés en juillet 2007 "tout en tenant compte des conditions particulières de certains petits Etats membres et Etats membres isolés". Il rappelle une série d'actions indispensables à mettre en oeuvre qui ne sont pas nouvelles, il souligne la nécessité de parvenir à "une véritable dissociation des activités de réseau" (unbundling) pour garantir "un accès équitable et non discriminatoire au réseau pour tous les utilisateurs du système" et le développement de la concurrence, il insiste sur la mise en place de mesures pour "augmenter la fluidité des marchés de gros de gaz et d'électricité" et améliorer l'accès aux capacités de stockage et aux réseaux de gaz. En matière d'exploitation, il privilégie le réseau unique. Enfin, avant toutes nouvelles mesures législatives, "l'impact de la législation existante devrait être évalué en même temps que certains facteurs devraient faire l'objet de plus d'investigations" (contrats gaziers à long terme, dépendance vis à vis des fournisseurs extérieurs, système d'échange de quotas d'émission, prix des sources d'énergie primaire) ; "les évolutions futures du marché intérieur du gaz et de l'électricité et du gaz devraient être discutées avec toutes les parties prenantes".

♦ **Efficacité énergétique** : Le Parlement européen a approuvé, le 1er juin dernier, le rapport d'Alejo Vidal-Quadras (PPE, Espagne) sur le Livre vert sur l'efficacité énergétique présenté par la Commission le 22 juin 2005. Le rapport demande, notamment : de fixer un objectif d'économies d'énergie supérieur à celui retenu par le Livre vert pour tenir compte de l'augmentation du prix du pétrole ; d'étendre le champ de la directive à tous les bâtiments ; de véritables mesures dans le domaine des transports : une directive cadre pour doubler l'efficacité énergétique des automobiles, stimuler les transferts du trafic de la route et de l'air, vers le rail et l'eau, ainsi que le transport public. .../...

- **Maritime transport**: among the seven proposals making up the "Erika III package", the Council managed to reach a political agreement on the proposal for a Directive concerning the follow-up of vessels. The proposal, which has an element for the establishment of zones for the reception of ships in distress, is a politically sensitive issue. The Council has dropped from the proposal the qualifier "independent" which was coupled on the authority in charge of deciding the reception or not of a ship.

- **Air transport**: the Council definitely adopted the regulation on reduced mobility passenger rights which prohibits transporters and travel agencies to refuse them a reservation or a boarding and, obliges them to provide such passengers with free assistance. The only grounds for refusing reservation or boarding shall be safety or the size of the plane.

♦ **Maritime policy**: On 7<sup>th</sup> June the European Commission presented a Green Paper entitled "Towards a maritime policy for the Union: a European vision of the oceans and seas" (COM (2006) 275 final). The objective is to create synergies between the various branches of the maritime field: transport, industry, energy, fishing, environment, etc in order to stimulate growth and create employment in the coastal areas of the Union whereas, hitherto, the various policies concerned have been conducted in a separate and isolated way. The Green Paper comprises six major fields of actions and reflections: sustainable maritime development, quality of the life in the coastal areas, management of maritime data, governance, the international dimension, the maritime heritage.

The consultation will end on 30<sup>th</sup> June 2007, thereafter, the Commission will publish a communication formulating proposals for the future.

[http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy\\_en.html](http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy_en.html)

---

## Energy.

♦ **The Council energy** held on 8<sup>th</sup> June: the Council showed very little innovation in adopting its conclusions on the operation of the internal market for gas and electricity by stressing the importance of complete opening of the markets in July 2007 "whilst taking account of the specific conditions of certain small Member States and isolated Member States". It points out a series of essential actions to be carried out which are not new, it underlines the need to attain "a real dissociation of network activities" (unbundling) in order to guarantee "a fair and non-discriminatory access to the network for all users of the system" and the development of competition, it insists on the setting up of measures "to increase the fluidity of large markets of gas and electricity" and to improve the access to the storage capacities and to gas networks. As regards exploitation, it favours a unique network. Lastly, before any new legislative measure, "the impact of the existing legislation should be evaluated, at the same time, a certain number of factors should undergo further investigation" (long term gas contracts, dependence on external suppliers, system of exchange of emission quotas, price of primary energy sources); "the future trends in the internal market for gas and electricity should be discussed with all the interested parties".

♦ **Energy efficiency**: On the 1<sup>st</sup> June, the European Parliament approved the report by Alejo Vidal-Quadras (EPP, Spain) on the Green Paper on energy efficiency presented by the Commission on 22<sup>nd</sup> June 2005. The report calls for, in particular: the setting of energy saving objective superior to that set in the Green Paper in order to take account of the rising prices of oil; to extend the scope of the directive to all buildings; genuine measures in the field of transports: a framework directive to double the energy efficiency for vehicles, stimulate the transfer of road and air traffic towards the rail and water, as well as the public transport. .../...

♦ **Contrats à long terme** : Suite à l'arrêt de la Cour de justice européenne du 7 juin 2005 (C-17/03) disant que l'accès privilégié d'un ancien monopole au réseau de transport transfrontalier d'électricité en raison de contrats conclus avant la libéralisation du marché constitue une discrimination interdite par la deuxième directive sur le marché intérieur de l'électricité, même si l'entreprise avait anciennement conclu des contrats de longue durée en exécution d'une mission d'intérêt général (voir bulletin 175/176), la Commission (DG TREN) a examiné la portée de ce jugement. Dans son document de travail du 26 avril dernier (SEC(2006) 547), portant sur le gaz et l'électricité, elle précise que seule la priorité d'attribution de capacité de transport ou de distribution est incompatible avec la législation communautaire, sauf pour l'électricité provenant de sources renouvelables, les contrats à long terme ne sont pas invalidés par l'arrêt.

---

## Cour de justice

♦ **Passagers aériens : données personnelles** : Dans un arrêt C-317/04 et C-318/04 la Cour annule la décision du Conseil du 17 mai 2004 approuvant la conclusion d'un accord entre la Communauté européenne et les Etats Unis sur le traitement et le transfert de données à caractère personnel des passagers aériens par des transporteurs aériens établis sur le territoire de l'Union européenne au bureau américain des douanes et de la protection des frontières, ainsi que la décision de la Commission estimant adéquat le niveau de protection de ces données aux Etats Unis et qui a servi de base à la décision du Conseil.

La Cour estime que les bases juridiques retenues n'étaient pas appropriées, mais ce faisant elle ne s'est pas prononcée sur les arguments de fond avancés par le Parlement européen lorsqu'il a saisi la Cour, comme la violation du droit à la protection des données personnelles.

La Commission a annoncé son intention de travailler immédiatement avec toutes les autorités concernées (Parlement, Conseil, Etats-Unis, autorités de protection des données), afin de trouver une solution si possible avant le 30 septembre prochain, date à laquelle expirera le cadre actuel (voir également bulletins 1142/143 et 151).

♦ **Droit pénal** : L'arrêt C-176/03 du 13 septembre 2005 de la Cour de justice sur les pouvoirs communautaires en matière de droit pénal continue à faire débat. Dans cet arrêt, la Cour dit que la protection de l'environnement par le droit pénal doit s'inscrire dans le cadre communautaire, car l'environnement est une compétence communautaire, il doit donc se fonder sur la procédure de codécision (Parlement/Conseil). En novembre suivant, la Commission a publié une communication où elle explique comment elle compte mettre en oeuvre cet arrêt : liste de textes qu'elle propose de modifier et orientation future de son droit d'initiative. A son tour le Parlement européen a adopté, le 17 juin dernier, une résolution sur cet arrêt. Il salue l'arrêt de la Cour, mais exhorte la Commission à ne pas l'étendre automatiquement à d'autres secteurs, et il appelle le Conseil à appliquer l'article 42 du traité CE pour permettre au Parlement de jouer un rôle de co-législateur dans les textes du troisième pilier (justice, affaires intérieures) où il n'est pour l'heure que consulté (voir bulletins 189 et 181).

♦ **Long-term contracts**: Following the ruling of the European Court of Justice (C-17/03), passed on 7<sup>th</sup> June 2005, which says that the preferential access of an undertaking which previously held a monopoly to the cross-border transmission of electricity because of contracts concluded before liberalisation of the market amounts to a discrimination prohibited by the second directive on the internal market of electricity, even if the undertaking had, in the past, concluded a long term contract in pursuant of a general interest mission (see bulletin 175/176), the (DG TREN) Commission examined the scope of this judgement. In its working paper of 26<sup>th</sup> April (SEC (2006) 547), dealing with gas and electricity, it specifies that only the priority of attribution of the capacity of distribution or transportation is incompatible with the Community legislation, except for electricity from renewable sources, long-term contracts are not invalidated by this ruling.

---

## The Court of Justice

♦ **Air passengers: personal information**: In rulings C-317/04 and C-318/04 the Court annuls the Council's decision of 17<sup>th</sup> May 2004 approving the conclusion of an agreement between the European Community and the United States on the treatment and the transfer of personal information of air passengers by airlines established on the European Union territory to the American office of immigration and of the protection of frontiers, as well as the decision of the Commission considering as adequate the level of protection of such information in the United States and which served as a basis for the Council's Decision.

The Court deems that the legal bases chosen were not adequate, nevertheless, it did not decide on basic arguments advanced by the European Parliament when it put the matter to the Court, such as the violation of the right to the protection of personal information.

The Commission has announced its intention to immediately work with all concerned authorities (Parliament, Council, the United States, data protection authorities), in order to find a solution, preferably before 30<sup>th</sup> September, at which date the current arrangement will expire (see also bulletins 1142/143 and 151).

♦ **Criminal law**: The ruling C-176/03 of 13<sup>th</sup> September 2005 by the Court of Justice on the Community powers as regards criminal law continues to spark debates. In this ruling, the Court says that the protection of the environment through criminal law must lie within the Community framework, because environment is in the competence of the Community, therefore, it must be based on the co-decision procedure (Parliament/Council). The following November, the Commission published a communication in which it explained how it intends to apply this ruling: list of texts which it proposes to modify and future orientation of its initiative right. On its part, the European Parliament adopted a resolution on this ruling, on 17<sup>th</sup> June this year. It welcomes the Court's judgment, but exhorts the Commission not to automatically extend it to other sectors and, calls on the Council to apply article 42 of the EC treaty to make it possible for the Parliament to play a role of co-legislator in the texts of the third pillar (justice, internal affairs) where it is, for the time being, only consulted (see bulletins 189 and 181).

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. E-mail : <celsig@celsig.org> Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement E-mail. *Distributed E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.